



- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la Gestion de l'Eau,

- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,

- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

* fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

* modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

* fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

* abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,

- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est

a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b. de la prestation temporaire de service,

- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,

5) abrogeant

- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

6726 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé à Phnom Penh (Cambodge) le 11 juillet 2012

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6727 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, signé à Bruxelles le 27 juin 2012

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6728 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Oulan-Bator (Mongolie) 30 avril 2013

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6729 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de l'Iraq, d'autre part, signé à Bruxelles le 11 mai 2012

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6730 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6731 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6732 - Projet de loi portant approbation de l'Accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

6733 - Projet de règlement grand-ducal fixant le programme et la durée de la formation professionnelle sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de la loi du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 23.10.2014

6734 - Projet de loi relatif à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.10.2014

6735 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution n°612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution n°613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.10.2014

6736 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins (Dir. 2014/93)

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.10.2014

6737 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du projet de règlement grand-ducal du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.11.2014

3) Les pétitions ordinaires et les pétitions publiques suivantes ont été déposées:

Demande de pétition publique n°452 - Net un „Allocations maternité et éducation“ fréckele goen

Dépôt: 10.10.2014

Demande de pétition publique n°453 - Géint d'Ofschafe vun der Allocation d'éducation/de maternité

Dépôt: 10.12.2014

Demande de pétition publique n°454 - D'Schwammen an der École fondamentale muss erëm vum „Instructeur de natation“ ënnerriicht ginn

Dépôt: 13.10.2014

Demande de pétition publique n°455 - Centrale nucléaire de Cattenom

Dépôt: 10.10.2014

Demande de pétition publique n°456 - Contre les restrictions budgétaires 2015 du gouvernement Luxembourg

Dépôt: 16.10.2014

Demande de pétition publique n°457 - Retrait, sinon rejet de la contribution pour l'avenir des enfants inscrit au Budget pour 2015 au chapitre V Recettes pour ordre

Dépôt: 20.10.2014

Demande de pétition publique n°458 - Instauration d'une taxe de circulation pour tout automobile roulant sur les routes du Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt: 21.10.2014

Demande de pétition ordinaire n°459 - Save the bees

Dépôt: 21.10.2014

Demande de pétition publique n°460 - Pour une action diplomatique luxembourgeoise auprès du Gouvernement turc en vue de l'instauration d'un couloir humanitaire illimité vers la ville syrienne de Kobané assiégée par l'organisation de l'État islamique. Pour un débat public sur les mesures appropriées que le Gouvernement luxembourgeois peut prendre afin de venir en aide au peuple kurde de Syrie

Dépôt: 21.10.2014

Demande de pétition publique n°461 - Zukunfts-pak fir proppert a gesond Waasser

Dépôt: 27.10.2014

Demande de pétition publique n°462 - Pour que le gouvernement luxembourgeois reconnaisse l'État de Palestine et contribue par cela à l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient

Dépôt: 29.10.2014

Demande de pétition publique n°463 - Construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg et y faire circuler des tram-trains

Dépôt: 29.10.2014

Demande de pétition publique n°464 - Fier d'Kierzung vun den Ausgaben vun der Monarchie

Dépôt: 30.10.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Zum Ordre du jour...

(Interruption)

Här Bodry.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Den Dépôt vun enger Proposition de loi.

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- En Dépôt vun enger Proposition de loi. Ech géif lech dann direkt d'Wuert ginn.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech hunn dann d'Eier, am Numm vun de Kollegeen Eugène Berger a Viviane Loschetter a vu mir selwer eng Proposition de loi hei an der Chamber anzereechen iwwert d'Organisation vun engem nationale Referendum, wat eenzel Froen ugeet am Zusammenhang mat der Ausschaffung vun enger neier Verfassung hei zu Lëtzebuerg.

- **6738** - Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution

Et geet drëm, dass de Referendum soll de 7. Juni 2015 stattfannen. Ronderëm véier Froen dréit e sech. Se si jo entre-temps bekannt. All Detailer gi geregelt am allgemenge Gesetz vun 2005 iwwer national Referenden.

Här President, ech wär frou, wann déi heite Proposition de loi kéint schnell an d'Prozedur eragoen. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Bodry.

8. Ordre du jour

An et ass lech sécher opgefall - ech gesinn, dass dat opgefall ass -, dass mer, vu dass mer d'Chamber wollte kompletéieren, net nach eng Kéier drop higewisen hunn, dass d'Présidentenkonferenz deen Ordre du jour proposéiert hat, deen Der an Aren Dossiere fonnt hutt.

Ech hunn dann zum Ordre du jour zwou Wuertmeldungen. Eng éischt vum Här Roy Reding an eng zweet vum Här Claude Wiseler.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert zum Ordre du jour. Et geet em de Projet de loi 6680, dee mer haut sollen zur Ofstëmmung hunn.

Op Ufro vun der ADR an och déi vun der CSV war net méi spéit wéi geschter eng gemeinsam Kommissioun zesumme vun de Finanzen an dem Budget op där enger Säit, an den Affaires juridiques op där anerer Säit. A bei deenen, kommt, mir nennen et emol „Diskussionen“ si ganz seriö Bedenken opkomm, wat d'Legalitéit an och d'Opportunitéit vun deem Text ugeet. A souwuel d'Kollege Roth, Wiseler, Mosar vun der CSV wéi och ech selwer hunn do gewësse Saache virgedroen an et huet mir éierlech esou geschéngt, wéi wann och bei Kollegeen op der Majoritéitsbank déi Saach net op daf Ouere gestouss wier. An och bei der Regierung hunn ech gemengt ze gesinn, dass awer eng gewëssen Äsiicht eventuell kéint do sinn, dass een net kann eng behärdlech Décisioun ouni Recours-méiglechkeeten zouloossen.

Ech wollt also froen, fir de Projet de loi 6680 haut vun der Dagesuerdnung erofzehuelen, fir de Majoritéitspartei nach eng Kéier d'Méiglechkeet ze ginn, déi Saach à tête reposée ze iwwerleeden a mat eis zesummen ze kucken, dass mer eng Léisung kënne fannen. Selbstverständlech an deene kierzeste Fristen, well mir wësse jo, dass e gewëssen Zäitdruck do ass. Do wiere mer natierlech absolut bereet, fir ze kooperéieren. Et geet net em eng Verzöge-

rungstaktik, et geet wierklech drëm, e Gesetz elo an deem doten Zoustand net zum Vote ze bréngen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Reding. Zu deemselwechte Punkt den Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Jo, ech kann u sech déi Ufro vum Här Reding hei ënnerstëtzen. Mir haten effektiv gëschter eng ganz seriö Diskussion an der Kommissioun doriwwer. Dee Gesetzestext hei, dee Projet de loi ass extrem wichteg, muss och esou schnell wéi méiglech kommen. Trotzdeem stelle sech hei eng ganz Rei Froen, do sinn nach eng ganz Rei Froen, déi net gekläert ginn, an eng wesentlech Fro iwwert d'Rechtsstaatlechkeet, notament vun enger Procédure de recours, déi net do ass.

Vu datt deen Text muss esou schnell wéi méiglech kommen, si mir och bereet, wann en haut géif vum Ordre du jour geholl ginn, fir an deenen nächsten Deeg wierklech sukzessiv ze tagen, fir ze kucken, datt mer esou fréi wéi méiglech deen Text kënne drop kréien. Mä dee Problem, dee sech hei stellt, dee rechtsstaatleche Problem, dee sech hei stellt, ass awer grav! An ech mengen, et wär derwäert, wann d'Regierung d'accord wär, fir sech nach déi genügend Zäit ze huelen, fir dat do nach eng Kéier ze iwwerkucken, well mer riskéieren duerno, mat deem Text a Schwieregkeeten ze kommen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, Här President, dat ass, datt ech och eng Question urgente gestallt hat iwwert d'Baisse vun den Droit-d'accises op Zigaretten. Dir hutt d'Urgence dovunner refuséiert. Ech regrettéieren dat, datt dat haut net kann um Ordre du jour sinn, well ech mengen, datt déi Urgence sech duerchaus justifiéiert hätt, well et sech hei em wesentlech Informatiounen handelt, déi mer gefrot hunn, fir kënne d'Appréciatioun vum Budget uerdentlech ze maachen iwwer e Sujet, wou am Fong näischt vum Statsminister, näischt vum Finanzminister an hiren Exposéen, an hire Rieden doriwwer gesot ginn ass, wou mer keng Explikatiounen kruten, wou et awer trotzdeem em 50 Milliounen Euro geet.

Mir wëlle wëssen, op wat fir enger Base dat gerechnet ass. Mir wëlle wëssen, wat fir eng Etüde gemaach gi sinn, fir déi Différentiellen ze kucken oder net ze kucken, fir datt mir eis kënne eng seriö Meinung doriwwer maachen. Mir wëlle wëssen, wéi dat mat deenen ugekënnegten zwou Etappe soll goen, well déi ganz Budgetdiskussioun lafe jo iwwer eng Prozedur oder iwwer e Méjoresprogramm an där nächster Zäit, soudatt et wesentlech ass, datt een déi Informatiounen huet, fir sech iwwerhaupt kënnen e Bild doriwwer ze maachen.

Mir wëllen och wëssen, ob dat eng Répercussioun, déiselwecht Répercussioun och nach op aner Produkter huet, déi am Budget duerno kéinten eng Baisse vun den Entréeën bedeuten. Alles dat sinn Informatiounen, déi mer elo net hunn, an enger Zäit, wou mer awer müssen de Budget kënne uerdentlech analyséieren. Et wär also extrem wichteg gewiescht, wa mer haut déi Debatt hätte kënne féieren.

Ech weess, Här President, datt Dir ganz eleng de Juge sidd, fir kënne d'Urgence anzeschätzen oder net anzeschätzen. Ech soe just, datt ech wierklech regrettéieren, datt mer déi Diskussion haut net konnten heibanne féieren, wëssend och, datt op de Majoritéitsbanken eng Rei Retenzen virun deene Propositionen waren, virun deenen dote Projete waren, déi awer wesentlech gewiescht wären, wa mer se hätte kënne hei an der Chamber duerchdiskutéieren. Ech regrettéieren dat!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Wiseler. Den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. Ech wëll just betounen als President vun der Cofibu, datt mer dee Projet 6680 vun dem Échange automatique d'informations do relativ laang en long et en large diskutéiert hunn, datt mer do e puer zousätzlech Sitzungen nach op den Ordre du jour geholl hunn, datt mer och nach geschter souwuel de Justizminister wéi och de Finanzminister an enger Commission jointe haten, wou mer alleguerten d'Argumenter nach eng Kéier konnten austauschen a wou ech awer och - an do kann ech awer dem Här Reding net recht ginn -, wou ech net gesinn hunn, datt et d'Ofsicht vun der Regierung war, fir nach eng Kéier eppes un deem Text ze veränneren. Do interpretéiert hien eppes dran, wat eleng hien doranner gesäit. Ech mengen, d'Positioun geschter vun der Regierung, souwuel vum Justizminister wéi och vum Finanzminister, war awer ganz kloer.

Ech wëll och betounen, datt déi Texter oder deen Text zwëschen deenen zwee Departementer, déi besonnesch jo och do betraff sinn, ofgeschwat gi war. Dat heescht, mir haten also